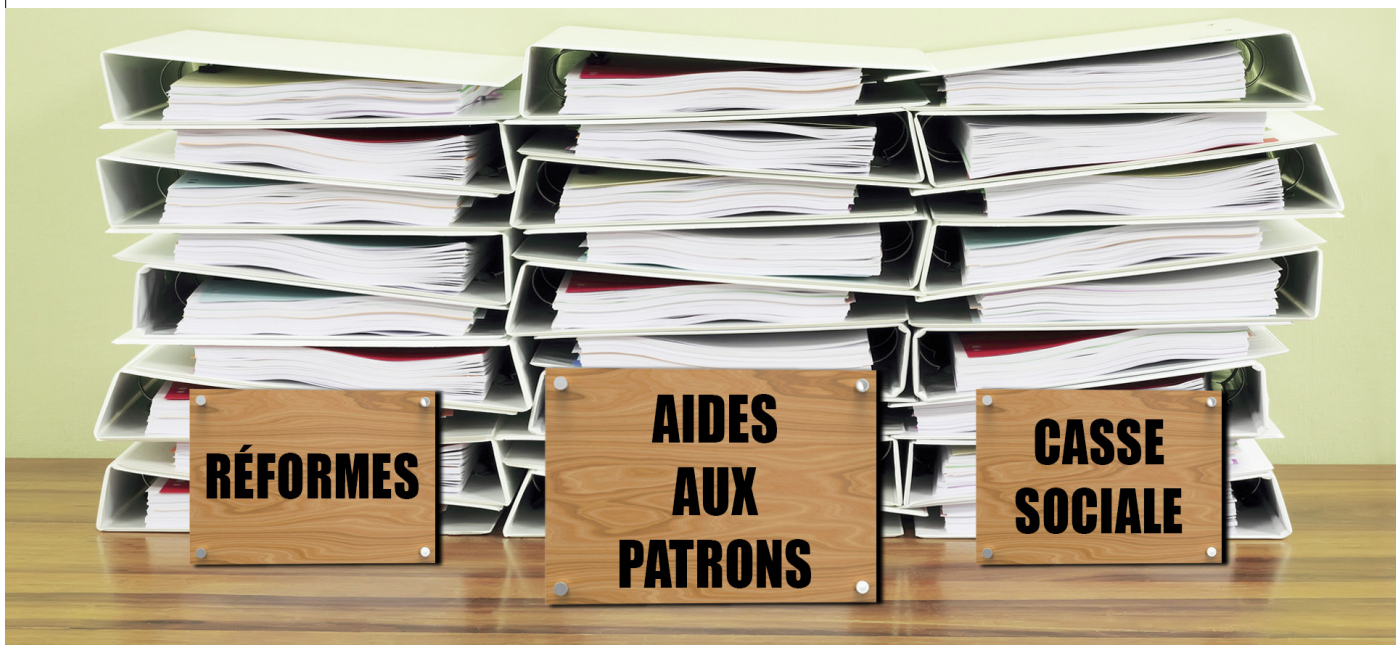


PLFSS 2026 : POUR LES 80 ANS DE LA SÉCU, LE GOUVERNEMENT PROPOSE L'INSÉCURITÉ SOCIALE !



Sous couvert d'un retour à l'équilibre, le gouvernement tente de faire passer son projet infâme en agitant la carotte d'une possible suspension, en réalité un simple décalage, de la réforme des retraites. Une manœuvre cynique pour faire avaler un budget d'austérité.

Ce nouveau PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) frappe de plein fouet l'ensemble de la population.

Les hôpitaux publics, déjà exsangues, subissent une asphyxie sans précédent avec un ONDAM limité à 1,6 %, le niveau le plus bas jamais atteint, bien en dessous de l'inflation et des besoins réels de santé.

Des mesures injustes et antisociales!

Des politiques libérales de casse de notre système solidaire au profit d'une logique d'assurance individuelle et de marché !

7,1 milliards d'euros d'économies sur la santé avec :

- L'élargissement et l'augmentation des franchises médicales et participations forfaitaires,
- La remise en cause et la fiscalisation des Indemnités journalières ALD (affection longue durée),
- La limitation des arrêts maladie et des arrêts AT/MP (accident de travail/ maladie professionnelle),
- Le gel de l ensemble des prestations sociales,
- Le changement du mode de calcul de certaines prestations couvrant le handicap,
- La baisse des pensions des retraités et la fiscalisation de leurs droits,
- La taxation des apprentis, des tickets restaurant et des prescriptions du CSE.

Un choix politique clair : le gouvernement prend à la population ce qu'il refuse de prendre au patronat et au capital.

Le tout pendant que les exonérations de cotisations atteignent 90 milliards d'euros !

La Sécurité sociale est transformée en système d'assurance piloté par le marché et l'État.

Détournée de sa mission, elle ne protège plus efficacement les travailleurs, les malades, les jeunes et les retraités : elle est de plus en plus utilisée pour protéger et favoriser le patronat.

Pendant qu'on nous fait croire que ce sont les assurés qui abusent d'un système trop généreux, le gouvernement culpabilise et sanctionne la population. Or les rapports du Sénat et de la Cour des comptes montrent pourtant que la fraude patronale est la plus grande fraude à la Sécurité sociale et que les aides aux entreprises sont accordées sans conditions ni contrôles. Ce qui place la France à la 1^{ère} place européenne et deuxième mondiale pour le versement des dividendes.

La Sécurité sociale a été créée pour protéger les travailleurs, pas pour subventionner les profits !

La FNPOS-CGT revendique

- La retraite à 60 ans , 37.5 annuités de cotisations et sur les 10 meilleures années.
- Un financement à 100 % par la cotisation sociale.
- L'augmentation des salaires et de l'emploi pour financer la Sécu
- Une gestion démocratique par les représentants des travailleurs et la suppression des PLFSS
- La fin des exonérations de cotisations sociales

Face à ce projet injuste et brutal, la FNPOS-CGT appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation.

Les retraités se mobiliseront le 6 novembre : soutenons-les massivement !

**Ensemble, montons d'un cran dans la lutte contre ce gouvernement illégitime
et son budget pire encore que ceux déjà censurés.**

**LA SÉCURITÉ SOCIALE N'EST PAS UN COÛT,
C'EST NOTRE PLUS BELLE CONQUÊTE.**

**LA SANTÉ N'EST PAS UNE MARCHANDISE,
C'EST NOTRE DROIT.**